

LE RAPPORTEUR SPÉCIAL DU CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU À PROPOS DE LA RÉCONCILIATION NATIONALE :

«Pas de paix sans justice»

La loi portant charte pour la paix et la réconciliation nationale votée par voie référendaire le 29 septembre 2005 ne recueille pas l'assentiment du Conseil des droits de l'homme de l'ONU. L'article 46 de ladite loi est une atteinte à la liberté d'opinion et d'expression, a estimé, hier, à Alger, le rapporteur spécial du Conseil de sécurité de l'ONU pour la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, le Guatémaltèque Frank La Rue.

Sofiane Aït-Ilfis - Alger (Le Soir) - Cette remarque notée, le rapporteur onusien, qui a séjourné en Algérie du 10 au 17 avril, à l'invitation du gouvernement algérien, enchaîne par le rappel d'une vérité tant de fois soulevée ici par bien des acteurs politiques et des militants des droits de l'Homme.

«Permettez-moi de réitérer que la réconciliation ne peut se faire par l'imposition du silence et que la paix se base sur le droit à la vérité et le droit d'accès à la justice pour les victimes», a consigné Frank La Rue dans son rapport liminaire présenté hier devant la presse.

Visiblement sensible à la question, le rapporteur onusien a informé qu'il recommandera au groupe de travail sur les disparitions forcées du Conseil des droits de l'Homme de l'Onu de visiter l'Algérie. Voilà qui risque fort bien de déplaire au président Bouteflika qui a cru avoir vendu, et bien, la charte pour la paix et la réconciliation nationale aux institutions internationales. Car, même si le rapporteur onusien honore par sa visite une invitation du gouvernement algérien, il ne s'enferme cependant pas dans la reproduction des leitmotiv officiels. Bien au contraire.

Frank La Rue s'est intéressé à la situation de la presse, imprimée et audiovisuelle, ainsi qu'aux questions sous-jacentes des libertés d'expression et d'édition. Ce qu'il note est loin d'être un bon point servi au pouvoir algérien. Ainsi, le rapporteur onusien relève que les articles 36 et 45 de la Constitution qui établissent la liberté d'expression et d'opinion sont contredits, voire rendus caducs et vidés de leur signification par une série de restrictions légales contenues dans le code de l'information et le code pénal amendé en 2001.

Frank La Rue relève la sanction par l'em-



Frank La Rue.

prisonnement et la forte amende du journaliste qui aura offensé ou diffamé le chef de l'Etat et l'extrapolation dans le code pénal de 2001 de la notion de diffamation pour concerner d'autres responsables d'institutions.

Le rapporteur onusien note également que la condamnation, par le passé, de nombreux journalistes à des peines de prison et à de fortes amendes, même si les sanctions n'ont pas été appliquées, participent de l'intimidation de la presse, laquelle intimidation tend à générer de l'autocensure chez le journaliste.

Dépénaliser le délit de presse

«Je crois que la diffamation doit être dépénalisée en priorité et remplacée par une action civile», écrit dans son rapport liminaire Frank La Rue qui explique que la diffamation ne peut être évoquée pour les institutions et les autorités. Il rappelle, ce faisant, la recommandation de 2007 du Conseil des droits de l'homme de l'Onu qui a statué sur la dépénalisation de la diffamation. Frank La Rue rapporte aussi que ses entretiens avec des journalistes lui ont permis de noter que l'accès aux sources officielles de l'information relève de la quasi-impossibilité.

Aussi recommande-t-il aux institutions de mettre en place une stratégie de communication et au Parlement de légiférer dans le sens de rendre concret le droit d'accès aux sources

de l'information. Il en établit aussi un constat déplorable de la situation de l'édition et de la publication. Il affirme que la liberté de publication ne doit connaître aucune restriction, ni autorisation comme c'est le cas aujourd'hui. Il recommande d'asseoir le système déclaratif. S'agissant de la radio et la télévision, Frank La Rue note que ces médias lourds manipulent et orientent l'information du fait qu'ils soient dépendants du pouvoir politique. «Il est important de considérer la possibilité d'ouvrir certaines chaînes et certaines fréquences au privé et au partenariat.» Ayant pris connaissance de la répartition inéquitable de la publicité institutionnelle par l'Anep mais aussi du fait que la manne profite aux publications non critiques à l'encontre du pouvoir, le rapporteur onusien recommande au Parlement de voter une loi qui dote l'Anep d'un statut d'institution réellement indépendante et qui aussi détermine les modalités de distribution de la publicité.

Lever les autorisations pour les manifestations publiques

Témoin des récents mouvements de contestation dans la capitale, le rapporteur onusien dit avoir constaté qu'aucune marche n'est autorisée à Alger et que la marche des étudiants a été dispersée par la police par l'usage de la violence. Il recommande aussi au gouvernement de ne pas user de la violence face aux manifestations pacifiques. Il pense aussi que la loi 91-19 qui impose une autorisation préalable pour les manifestations publiques est hors temps.

Il recommande de se suffire du seul régime déclaratif. Il recommande aussi la levée des contraintes sur l'activité politique et associative.

Notons qu'un rapport complet de situation sera remis au Conseil des droits de l'homme de l'ONU en 2012.

S. A. I.

S. A. I.

Arrêt des poursuites contre la chômeuse de Mostaganem

Le rapporteur onusien a informé avoir rencontré la jeune chômeuse mostaganémoise, interpellée et faisant l'objet de poursuites judiciaires pour avoir distribué des tracts. Frank La Rue a aussi rencontré les autorités. Il a affirmé que le procureur a été instruit d'abandonner les poursuites et le juge de clore le dossier.

S. A. I.

DÉMOCRATIE ET DROITS DE L'HOMME

L'optimisme démesuré de Ksentini

Farouk Ksentini s'est félicité, hier, des réformes démocratiques annoncées par Abdelaziz Bouteflika dans son discours à la nation. Pour le président de la Commission nationale consultative pour la protection et la promotion des droits de l'Homme (CNCPPDH), l'Algérie a enfin «plongé» dans la démocratie.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Le président de la Commission nationale consultative pour la protection et la promotion des droits de l'Homme est un homme à l'optimisme démesuré.

Farouk Ksentini en a donné la preuve, hier, sur les ondes de la Chaîne III de la Radio nationale. «Nous avons tout juste les pieds dans la démocratie, maintenant nous plongeons dans la démocratie», a-t-il déclaré en évoquant les mesures annoncées vendredi par le chef de l'Etat. «L'intervention du président de la République n'a rien de démagogique et est très loin de toute gesticulation. Elle

présage d'un avenir meilleur.

Cette sortie du président coupe court à toutes les critiques entretenues depuis longtemps sur ces points-là.» Pour Ksentini, ces réformes sont «extrêmement importantes» et permettront, entre autres, d'aller vers une «Constitution plus démocratique» car l'actuelle doit être revue sur plusieurs points. «Qu'est-ce qu'une Constitution plus démocratique ?» demande Souhila El Hachemi, la journaliste de la III. Réponse de Ksentini : «Il faut définir les pouvoirs, les attributions de certaines institutions, les élargir, les nuancer et les améliorer.

Il y a certaines règles dont il faut se débarrasser. Cela sera l'affaire d'une commission qui sera composée de représentants de l'opposition et d'experts en droit constitutionnel. Je ne pourrais m'aventurer aujourd'hui sur les textes qui seront adoptés mais je considère que la démarche en elle-même est une démarche positive et qui est la bienvenue.» Pour toute définition, les auditeurs n'auront eu droit qu'à des généralités sur les attributions des institutions de la République.

Le président de la CNCPPDH se montre tout aussi optimiste pour les partis politiques en attente d'agrément, pour les journalistes qui n'iront plus en prison et pour les citoyens qui ne devraient plus subir la bureaucratie. Mais

Farouk Ksentini reconnaît qu'il reste encore beaucoup à faire, notamment en matière de lutte contre la corruption, «un phénomène que subit dans toute son ampleur l'Algérie» et dans le fonctionnement de la justice. Sur ce dernier point, il estime que les insuffisances sont à mettre sur le compte de la formation des magistrats... Pour ce qui est de la situation des droits de l'Homme en Algérie, le président de la CNCPPDH a annoncé qu'il remettra son rapport annuel au président de la République avant la fin du mois en cours.

Là aussi, Ksentini se montrera optimiste puisqu'il a estimé que l'Algérie avait fait de grandes avancées en matière de protection des droits de l'Homme.

T. H.

SÉNATEUR IKHARBANE

(RCD) À TIMIZART :

«Le FFS est un parti d'opposition à l'opposition»

Le sénateur RCD, M. Ikharbane, qui a animé une conférence-débat sur le mouvement berbère et la genèse de la revendication identitaire en Algérie, à la salle Youcef-Oukaci de Timizart (Tizi-Ouzou), n'a pas manqué de répondre aux attaques dont a fait l'objet son parti de la part du premier secrétaire du FFS, Karim Tabou, dans la même salle, il y a une semaine.

Devant une assistance assez nombreuse venue des quatre coins de la commune de Timizart, à une quarantaine de kilomètres à l'est de Tizi-Ouzou, le sénateur s'est longuement attardé sur les luttes pour la revendication identitaire. Il a retracé le combat mené par les militants de la cause berbère depuis ses balbutiements à nos jours.

Un exposé des faits répartis d'une manière chronologique depuis Bouilfa en passant par le mouvement nationaliste et sa crise dite berbériste en évoquant Ali Laïmeche, Aït Amrane et Oussedik. Il évoquera les liquidations physiques dont ont fait l'objet bien d'autres acteurs qui ont manifesté leur adhésion au projet faisant référence à l'amazighité ; il citera Benaï Ouali, Ould Hamouda, M'barek Aït Menguellat, Ali Oumahmoud.

Après l'indépendance, l'intronisation de Ben Bella ensuite de Boumediene et leur orientation arabo-baâthiste ont enfanté une nouvelle génération de militants qui reprendra les sacrifices des aînés. Il reviendra dans son discours sur le travail de l'Académie berbère, l'avènement de la chanson engagée, la manifestation de Larbaâ Nath Irathen en juin 1974, le coup porté à Boumediene qui s'est fait insulter publiquement un certain 19 juin 1977, lors de la finale ayant opposé la JSK au NAHD. Lors de cette conférence-débat, le sénateur RCD abordera le rôle joué par Saïd Sadi avant, pendant et après le Printemps berbère, non sans s'arrêter sur les péripéties du mouvement avec force du détail. Il enchaînera sur le boycott scolaire, le Printemps noir, toujours avec le même souci du détail.

Dans le deuxième volet de la conférence, Ikharbane dira en réponse à Karim tabou : «On ne peut pas se taire devant l'insulte et la provocation. Le FFS est apparemment un parti d'opposition à l'opposition.»

En reprenant une à une les attaques du premier secrétaire de la semaine dernière notamment sur le devoir de mémoire, il dira : «Le FFS est né ici à Timizart, certes, dans un petit local du village Kahra, mais quel sort a-t-on réservé à ce local puisqu'on parle de travail de mémoire ? Actuellement, c'est un magasin de tôlerie au lieu d'être un musée ! Pourquoi Tabou s'est-il opposé à l'hommage à la mémoire de Medeghi ?»

Revenant sur la volonté du parti d'Aït Ahmed de se démarquer des personnalités qu'il juge compromises, à un moment donné, avec le pouvoir, tel l'auteur de la dédicace du livre de Nezzar ou le diplomate qui a traité Aït Ahmed de terroriste, l'élus RCD rétorquera en se demandant «pourquoi vouloir alors s'associer avec Mehri allant jusqu'à applaudir sa lettre, adressée au président ? Il était pourtant l'ambassadeur d'Algérie au moment de l'assassinat d'Ali Messili.»

L'intervenant évoquera la relation des responsables du FFS avec Betchine en déclarant qu'«en ce qui nous concerne, nous n'avons pas invité Betchine à notre congrès». Quant aux reproches concernant leur intégration dans le système du fait qu'ils sont au parlement, il répondra en disant : «Nous avons intégré le Parlement au vu et au su de tout le monde. Nous y effectuons de l'opposition active et pour que le peuple nous entende, d'ailleurs nous récoltons des marques de sympathie à travers tout le pays. Le RCD ne s'attaquera jamais aux militants du FFS, d'ailleurs on leur fait appel pour une unification. Par contre, certains responsables du parti jouent le jeu du DRS pour casser la dynamique née en opposition à l'actuel pouvoir. On connaît leurs connivences avec Toufik, Mehri, Hamrouche.»

Il terminera son discours en se demandant quel est l'impact politique du meeting organisé à la salle Harcha et quelles actions entreprises par les responsables du FFS contre ce pouvoir sinon celui de dénigrer la CNCD et le RCD, «Simplement, il rentre dans les rangs», a-t-il annoncé en guise de conclusion.

F. B.